

le château

rapport annuel  
2 0 0 1

# PROFIL

Chef de file au Canada, Le Château est un détaillant spécialisé offrant, à prix abordable, des vêtements, des chaussures et des accessoires avant-gardistes aux femmes et aux hommes de 15 à 35 ans soucieux de la mode. De plus, notre division *JUNIOR GIRL* s'adresse au créneau sans cesse croissant des préadolescentes de 8 à 14 ans. Le succès de notre marque repose sur notre capacité d'identifier rapidement les tendances de la mode et d'y réagir immédiatement grâce à nos forces en conception et en développement de produits, ainsi qu'à notre approche verticale.

Les vêtements de marque Le Château sont vendus exclusivement par l'entremise des 160 magasins de détail de la Société, lesquels ont une superficie moyenne de 3 500 pieds carrés. Tous ses magasins sont situés au Canada, à l'exception de quatre dans la région de New York.

Le Château, qui accorde une grande importance à la recherche, à la conception et au développement de produits, fabrique environ 50 % de ses produits dans ses installations de production au Canada.

## MAGASINS LE CHÂTEAU ET SUPERFICIE EN PIEDS CARRÉS

(EXCLUANT LES MAGASINS-ENTREPÔTS FRANCHISÉS)

26 JANVIER 2002

27 JANVIER 2001

	MAGASINS	PIEDS CARRÉS	MAGASINS	PIEDS CARRÉS
Ontario	54	204 283	52	196 858
Québec	43	169 699	43	173 112
Colombie-Britannique	20	62 230	22	66 600
Alberta	18	65 297	18	64 730
Manitoba	6	27 951	6	27 951
Nouvelle-Écosse	6	12 669	6	12 669
Nouveau-Brunswick	4	12 454	4	12 454
Saskatchewan	4	13 209	4	13 209
Terre-Neuve	1	2 500	1	2 500
Total Canada	156	570 292	156	570 083
Total États-Unis	4	22 606	5	28 900
Total magasins Le Château	160	592 898	161	598 983

# FAITS SAILLANTS

[EN MILLIERS DE DOLLARS SAUF LES DONNÉES PAR ACTION]

EXERCICES TERMINÉS LES	26 JANV. 2002	27 JANV. 2001	29 JANV. 2000	30 JANV. 1999	31 JANV. 1998 (53 semaines)
<b>RÉSULTATS</b>					
Ventes	187 540	161 120	168 666	160 921	150 241
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	4 010	( 4 346 )	9 019	10 035	9 206
Bénéfice net (perte nette)	1 852	( 2 607 )	5 269	5 870	5 368
• Par action	0,38	( 0,53 )	1,07	1,20	1,15
Dividendes par action	0,40	0,40	0,40	0,40	0,30
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)	4 936	4 935	4 925	4 871	4 669
<b>SITUATION FINANCIÈRE</b>					
Fonds de roulement	14 621	13 804	19 585	21 780	22 451
Capitaux propres	45 694	45 800	50 380	46 827	42 542
Total de l'actif	69 915	68 189	68 624	66 872	65 007
<b>RATIOS FINANCIERS</b>					
Ratio du fonds de roulement	1,80:1	1,89:1	2,41:1	2,55:1	2,51:1
Ratio de liquidités immédiates	0,63:1	0,46:1	0,94:1	1,34:1	1,57:1
Ratio d'endettement <sup>(1)</sup>	0,10:1	0,13:1	0,08:1	0,13:1	0,17:1
<b>AUTRES STATISTIQUES (unités comme précisé)</b>					
Marge brute d'autofinancement	8 544	4 394	12 048	11 059	10 106
Dépenses en immobilisations	5 025	10 379	10 628	8 822	9 622
Nombre de magasins en fin d'exercice <sup>(2)</sup>	160	161	159	146	143
Superficie en pi² <sup>(2)</sup>	592 898	598 983	585 860	542 642	523 750
Ventes au pi² <sup>(3)</sup>	338	292	322	323	310

## RENSEIGNEMENTS SUR LE TITRE

Symbole : CTU.A

Inscription boursière : TSE

Nombre d'actions participantes en circulation [au 24 mai 2002] :

1 961 091 actions subalternes de catégorie A avec droit de vote

3 020 000 actions de catégorie B

Nombre d'actions en circulation dans le public :

1 663 161 actions de catégorie A

Au 24 mai 2002 :

Haut/bas du cours de l'action de catégorie A

[12 mois terminés le 24 mai 2002] : 7,50 \$ / 3,80 \$

Cours récent : 7,00 \$

Rendement des actions : 5,7 %

Ratio cours/bénéfice : 18,42 X

Ratio cours/valeur comptable : 0,76 X

Bénéfice par action : <sup>(4)</sup> 0,38 \$

Valeur comptable de l'action : <sup>(5)</sup> 9,25 \$

<sup>(1)</sup> Incluant les baux de location-acquisition et la tranche à court terme de la dette, excluant les avantages incitatifs reportés.

<sup>(2)</sup> Excluant les magasins-entrepôts franchisés.

<sup>(3)</sup> Excluant les magasins-entrepôts Le Château et les magasins-entrepôts franchisés.

<sup>(4)</sup> Exercice terminé le 26 janvier 2002.

<sup>(5)</sup> Au 26 janvier 2002.







# MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Nous sommes heureux d'annoncer qu'en 2001, non seulement sommes-nous retournés à la rentabilité, mais, ce faisant, nous avons consolidé notre entreprise. Les ventes ont augmenté de 16 %, pour atteindre 188 millions de dollars, alors que les ventes des magasins comparables enregistraient une hausse de 14 %. De plus, cette tendance à la hausse s'est poursuivie au cours des 4 premiers mois de l'année en cours, avec une hausse globale de plus de 17 % des ventes des magasins comparables.

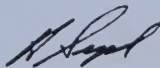
Le bénéfice net après impôts totalisait 1,9 million de dollars ou 0,38 \$ par action, comparativement à une perte nette de 2,6 millions de dollars ou (0,53) \$ par action l'année dernière. La productivité des ventes au pied carré dans l'espace existant a connu une croissance significative. En effet, les ventes au pied carré de nos magasins ont grimpé à 338 \$ en 2001, par rapport à 292 \$ l'année précédente, soit une augmentation de 16 %. Cette croissance de la productivité se poursuit d'ailleurs en 2002 et nous croyons que cette tendance se maintiendra.

Les dividendes versés en 2001 s'élevaient à 0,40 \$ par action. Le Château a versé des dividendes pendant 34 trimestres consécutifs et compte maintenir cette politique pour les trimestres à venir.

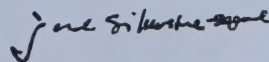
En 2001, nous avons poursuivi le renforcement des bases de l'entreprise. Nous avons concentré nos efforts à la consolidation de l'image de notre marque et nous poursuivrons nos efforts en ce sens. Nous nous consacrons à soutenir notre équipe dans l'atteinte de nouveaux sommets d'excellence, tout en construisant une infrastructure plus solide, qui soit à la fois simple, flexible et conçue pour la vitesse, l'innovation et le changement.

En 2002, nos efforts tendront à faire en sorte que nos magasins atteignent les normes de design, d'aménagement et de mise en marché de calibre international, ainsi qu'à tirer profit des emplacements de premier ordre de nos magasins. En offrant à nos clients les tendances les plus innovatrices à prix abordable, nous sommes prêts à poursuivre la croissance de notre rentabilité de manière constante et stratégique.

Enfin, nous aimerions remercier nos actionnaires pour leur soutien et leur répéter notre engagement à faire fructifier leur investissement. Nous souhaitons aussi exprimer toute notre gratitude envers notre équipe d'employés loyaux et des plus talentueux. Leur dévouement et leur passion contribuent à faire en sorte qu'une visite dans un magasin Le Château soit une expérience intense et unique.



Herschel H. Segal  
Président du Conseil et  
chef de la direction



Jane Silverstone, B.A.I.L.L.  
Vice-présidente du Conseil



# ANALYSE

## PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RÉSULTATS D'EXPLOITATION [EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION]

	2001 \$	2000 \$	1999 \$
Ventes	187 540	161 120	168 666
Bénéfice (perte) avant impôts	4 010	( 4 346 )	9 019
Provision pour (recouvrement d') impôts	2 158	( 1 739 )	3 750
Bénéfice net (perte nette)	1 852	( 2 607 )	5 269
Bénéfice net (perte nette) par action			
De base	0,38	( 0,53 )	1,07
Dilué	0,37	( 0,53 )	1,02
Marge brute d'autofinancement	8 544	4 394	12 048
Augmentation (diminution) des ventes des magasins comparables %	14,2 %	( 9,2 ) %	1,0 %
Superficie totale en pieds carrés à la fin de l'exercice	592 898	598 983	585 860
Ventes au pied carré, excluant les magasins-entrepôts (en dollars)	338	292	322

### VENTES

Durant l'exercice 2001, les ventes ont connu une hausse de 16,4 %, pour atteindre 187,5 millions de dollars, comparativement à 161,1 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable en grande partie à une hausse de 14,2 % des ventes des magasins comparables. En excluant les magasins-entrepôts, les ventes au pied carré ont grimpé à 338 \$, par rapport à 292 \$ en 2000, soit une augmentation de 15,8 %.

VENTES TOTALES PAR DIVISION [EN MILLIERS DE DOLLARS]

	2001 \$	2000 \$	1999 \$	VARIATION EN % 2001-2000	2000-1999
Vêtements pour femmes	121 149	101 522	106 708	19,3 %	( 4,9 )%
Vêtements pour hommes	18 033	17 958	19 071	0,4 %	( 5,8 )%
Vêtements JUNIOR GIRL	18 303	14 598	11 824	25,4 %	23,5 %
Chaussures	14 078	13 489	14 638	4,4 %	( 7,8 )%
Accessoires	15 222	12 962	15 269	17,4 %	( 15,1 )%
Grossistes franchisés	755	591	1 156	27,7 %	( 48,9 )%
	187 540	161 120	168 666	16,4 %	( 4,5 )%

La division de la Société qui génère le plus de ventes, celle des vêtements pour femmes, a enregistré une hausse de 19,3 % de ses ventes, après avoir connu un déclin de 4,9 % de ses ventes en 2000. La division de vêtements *JUNIOR GIRL*, ayant enregistré la plus importante augmentation des ventes en 2001, soit une hausse de 25,4 %, représentait 9,8 % des ventes totales par rapport à 9,1 % l'exercice précédent. Les divisions des accessoires, des chaussures et des vêtements pour hommes se sont également améliorées en 2001, avec des augmentations de ventes respectives de 17,4 %, de 4,4 % et de 0,4 %.

#### VENTES TOTALES PAR RÉGION [EN MILLIERS DE DOLLARS]

	2001 \$	2000 \$	1999 \$	VARIATION EN % 2001-2000	2000-1999
Ontario	64 793	56 787	61 490	14,1 %	( 7,6)%
Québec	46 939	39 762	43 495	18,0 %	( 8,6)%
Prairies	31 598	25 360	24 795	24,6 %	2,3 %
Colombie-Britannique	23 869	21 526	22 479	10,9 %	( 4,2)%
Maritimes	8 350	6 792	6 956	22,9 %	( 2,4)%
États-Unis	11 236	10 302	8 295	9,1 %	24,2 %
Grossistes franchisés	755	591	1 156	27,7 %	( 48,9)%
	187 540	161 120	168 666	16,4 %	( 4,5)%

Au Canada, toutes les régions ont connu une amélioration de leurs résultats de ventes. Les régions des Prairies et des Maritimes ont enregistré la croissance la plus forte au chapitre des ventes, avec des augmentations respectives de 24,6 % et de 22,9 %. Dans ces régions, les ventes des magasins comparables ont connu quant à elles des augmentations respectives de 16,9 % et de 17,4 %.

Le Québec a connu la croissance la plus forte des ventes des magasins comparables, avec 19,2 %; cette augmentation a été enregistrée après plusieurs années de ventes stables ou à la baisse. La Colombie-Britannique et l'Ontario ont aussi connu un excellent rendement des ventes des magasins comparables, avec des augmentations respectives de 14,1 % et de 13,5 %.

Les magasins de la Société situés aux États-Unis, tous dans la région de New York, ont subi les contrecoups des événements du 11 septembre. Alors que les ventes des magasins comparables au Canada ont augmenté de 15,6 %, les ventes des magasins comparables aux États-Unis ont subi une baisse de 6,9 % pour l'exercice (une baisse de 15,7 % a été enregistré au cours de la deuxième moitié de l'exercice aux États-Unis).

Durant l'année, le Château a ouvert 2 nouveaux magasins au Canada et a rénové 11 magasins. De plus, la Société a fermé 3 magasins, dont 1 aux États-Unis. Au 26 janvier 2002, la Société exploitait 160 magasins (dont 7 magasins-entrepôts) comparativement à 161 à la fin de l'exercice précédent. La superficie totale des magasins à la fin de l'exercice s'élevait à 593 000 pieds carrés, en regard de 599 000 pieds carrés à la fin de l'exercice précédent.

#### CHARGES D'EXPLOITATION

Exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, le coût des marchandises vendues et les frais d'achat et d'occupation ont diminué à 66,9 % par rapport à 69,5 % en 2000. Cette baisse est attribuable aux améliorations constamment apportées à la gestion des stocks, qui ont entraîné une diminution des démarques et une augmentation de la marge bénéficiaire brute.

Pour l'exercice 2001, les charges générales et les charges de ventes et d'administration se chiffraient à 50,5 millions de dollars, comparativement à 46,0 millions de dollars en 2000. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires, les charges générales et les charges de vente et d'administration ont diminué à 26,9 % en 2001, comparativement à 28,5 % en 2000.

Les intérêts débiteurs sont passés de 787 000 \$ en 2000 à 700 000 \$ en 2001, en raison d'un remboursement de 3,2 millions de dollars de la dette à long terme au cours de l'exercice et de la baisse des taux d'intérêts en 2001.

Les frais d'amortissement sont demeurés stables à 6,5 millions de dollars, comparativement à 6,4 millions de dollars en 2000.

La provision pour impôts de 2,2 millions de dollars en 2001 représente un taux d'imposition effectif de 53,8 %, attribuable à la perte nette non déductible de 1,8 million de dollars subie aux États-Unis.

## BÉNÉFICE

Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) a augmenté à 11,2 millions de dollars ou 2,27 \$ par action en 2001, par rapport à 2,9 millions de dollars ou 0,58 \$ par action en 2000. Le bénéfice net totalisait 1,9 million de dollars ou 0,38 \$ par action, comparativement à une perte nette de 2,6 millions de dollars ou (0,53) \$ par action en 2000.

Le bénéfice net de la Société attribuable à ses opérations au Canada totalisait 3 647 000 \$ ou 0,74 \$ par action, alors qu'elle a enregistré une perte nette aux États-Unis de 1 795 000 \$ ou (0,36) \$ par action, comparativement à une perte nette de 502 000 \$ ou (0,10) \$ par action l'année précédente.

## DIVIDENDES

En 2001, Le Château a maintenu, pour la huitième année consécutive, sa politique de versement de dividendes trimestriels sur les actions à droit de vote subalterne de catégorie A et les actions à droit de vote de catégorie B. Le total des dividendes par action de catégories A et B versés en 2001 s'élevait à 0,10 \$ par trimestre ou 0,40 \$. Le rendement des actions – basé sur le cours de clôture de 7,00 \$ par action enregistré le 24 mai 2002 – était de 5,7 %.

## LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

La Société possède des liquidités importantes, largement suffisantes pour soutenir ses activités d'exploitation, ainsi qu'une situation financière solide. La marge brute d'autofinancement a augmenté à 8,5 millions de dollars ou 1,73 \$ par action en 2001, en regard de 4,4 millions de dollars ou 0,89 \$ par action l'année précédente, cette augmentation étant attribuable principalement à un bénéfice net plus élevé.

Les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation (incluant la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement) ont augmenté à 15,1 millions de dollars, comparativement à 2,8 millions de dollars en 2000. Les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation et de financement ont servi aux activités de financement et d'investissement suivantes :

- Des dépenses en immobilisations de 5,0 millions de dollars, réparties ainsi :

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS [EN MILLIERS DE DOLLARS]	2001 \$	2000 \$	1999 \$
Ouverture de magasins (2 magasins ; 2000 – 8 magasins ; 1999 – 13 magasins)	341	4 526	2 653
Rénovation de magasins (11 magasins ; 2000 – 13 magasins ; 1999 – 14 magasins)	3 341	3 948	5 644
Systèmes informatiques	721	1 025	2 144
Autres	622	880	187
	5 025	10 379	10 628

De ces 5,0 millions de dollars de dépenses en immobilisations, une tranche de 4,9 millions de dollars est liée aux opérations canadiennes et de 0,1 million de dollars aux activités américaines.

- Le versement de dividendes totalisant 2,0 millions de dollars.
- Le remboursement des obligations découlant des contrats de location-acquisition et de la dette à long terme totalisant 3,2 millions de dollars.

La situation de trésorerie de la Société s'établissait à 9,8 millions de dollars ou 1,99 \$ par action en 2001, en hausse par rapport à 3,1 millions de dollars ou 0,62 \$ par action en 2000.

## SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement se chiffrait à 14,6 millions de dollars à la fin de l'exercice, comparativement à 13,8 millions de dollars à la fin de 2000.

Les stocks ont diminué à 21,4 millions de dollars par rapport à 22,1 millions de dollars un an auparavant, cette baisse étant attribuable surtout à des stocks moins élevés de matières premières à la fin de l'exercice.

L'avoir des actionnaires a subi une légère baisse, pour se chiffrer à 45,7 millions de dollars à la fin de l'exercice, déduction faite des 2,0 millions de dollars versés en dividendes. La valeur comptable par action se chiffrait à 9,25 \$ à la fin de l'exercice, en regard de 9,28 \$ au 27 janvier 2001, et comprenait 1,99 \$ d'espèces et de quasi-espèces.

Le total de la dette à long terme et des obligations en vertu des contrats de location-acquisition, y compris les tranches à court terme, a diminué à 4,5 millions de dollars par rapport à 6,0 millions de dollars en 2000. Le ratio d'endettement à long terme est demeuré sain, à 0,10 : 1, comparativement à 0,13 : 1 l'année précédente.

Pour l'exercice 2002, les dépenses en immobilisations prévues se chiffrent à environ 6,5 millions de dollars, dont 5,5 millions de dollars seront consacrés à la rénovation de 12 à 16 magasins existants et 1 million sera investi dans la technologie informatique et les équipements manufacturiers. De plus, afin d'offrir notre marque dans toutes les régions du Canada, nous sommes continuellement à la recherche de nouvelles occasions dans des marchés clés.

La direction prévoit être en mesure de continuer à financer l'exploitation de la Société et la majorité des dépenses en immobilisations à même la marge brute d'autofinancement. Au besoin, elle pourrait également puiser dans ses ressources financières qui, à la fin de l'exercice, consistaient en des espèces et des quasi-espèces de 9,8 millions de dollars et une marge de crédit rotative de 11,0 millions de dollars qu'elle détient auprès de son institution bancaire. Une partie des dépenses en immobilisations prévues pourrait également être financée au moyen d'un emprunt à long terme.

## RISQUES ET INCERTITUDES

### Concurrence et conjoncture économique

La mode est une industrie hautement concurrentielle et d'envergure internationale qui se doit de suivre l'évolution rapide de la demande des consommateurs. De plus, plusieurs facteurs extérieurs, indépendants de notre volonté, influencent le climat économique et la confiance des consommateurs.

Cet environnement accentue l'importance d'une différenciation en magasin, d'un service à la clientèle de qualité et du dépassement continu des attentes des clients, afin de leur offrir une expérience globale en magasin.

Dans cette optique, Le Château croit que son caractère distinctif, la mise en marché et le design novateurs de ses magasins, sa situation financière solide, ainsi que son équipe gagnante d'employés dynamiques se consacrant à offrir la meilleure expérience en magasin qui soit, contribueront au succès continu de son entreprise.

## Baux

Tous les magasins de la Société sont assujettis à des contrats de location à long terme, dont la majorité sont assortis de conditions de location favorables. Toute augmentation des taux de location aurait des conséquences négatives pour la Société.

## Risque de change

Le risque de change auquel la Société est exposée se limite aux fluctuations des cours entre le dollar canadien et le dollar américain. Quand les circonstances l'exigent, la Société a recours à des contrats à terme pour fixer le taux de change sur une portion de ses besoins prévus en dollars américains.

## PERSPECTIVES

Le Château prévoit que la tendance positive enregistrée au cours de l'exercice 2001 se poursuivra en 2002 et entraînera une augmentation des ventes et du bénéfice. Les quatre premiers mois de l'exercice 2002 indiquent une hausse de plus de 17 % des ventes des magasins comparables. La satisfaction de notre clientèle demeurera une priorité et nous continuerons à améliorer tous les aspects de notre entreprise par une consolidation constante de notre marque, une meilleure gestion des stocks, ainsi qu'un contrôle plus sévère des coûts et des investissements dans la recherche, la conception et le développement, les rénovations et les nouvelles technologies.

## RÉSULTATS TRIMESTRIELS [EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION]

	Premier trimestre		Deuxième trimestre		Troisième trimestre		Quatrième trimestre			
	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	38 441	33 669	42 675	36 356	51 360	44 086	55 064	47 009	187 540	161 120
Bénéfice (perte) avant impôts	( 940 )	( 2 476 )	178	( 2 281 )	2 833	71	1 939	340	4 010	( 4 346 )
Bénéfice net (perte nette)	( 555 )	( 1 449 )	105	( 1 333 )	1 371	41	931	134	1 852	( 2 607 )
Bénéfice net (perte nette) par action	( 0,11 )	( 0,29 )	0,02	( 0,27 )	0,28	0,01	0,19	0,02	0,38	( 0,53 )

Le chiffre d'affaires de la Société suit habituellement une courbe saisonnière; en effet, les ventes au détail sont plus élevées au cours des troisième et quatrième trimestres, résultats attribuables respectivement à la période de la rentrée des classes et à la période des Fêtes.

## ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Un certain nombre de points dont il est question dans cette « Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation » et ailleurs dans le Rapport annuel, et qui ne sont pas des faits historiques ou actuels, concernent des circonstances et des développements éventuels. L'analyse de ces points est sous réserve des risques inhérents et des incertitudes entourant les prévisions en général et peut différer de façon considérable de l'expérience future réelle de la Société relativement à un ou plusieurs de ces points.

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés ci-joints de Le Château Inc. et toute l'information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction.

Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Lorsqu'il était possible d'appliquer d'autres méthodes comptables, la direction a choisi celles qu'elle a jugées les plus appropriées dans les circonstances. Les états financiers ne sont pas précis, puisqu'ils renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin d'assurer que les états financiers soient présentés fidèlement, à tous égards importants. La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel et s'est assurée de sa concordance avec les états financiers.

La Société maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs de qualité supérieure, moyennant un coût raisonnable. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la Société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le conseil d'administration est chargé d'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le conseil s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification, qui se compose de trois

administrateurs externes nommés par le conseil d'administration. Le comité rencontre annuellement la direction ainsi que les vérificateurs externes indépendants, afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, ainsi que des questions de vérification et de présentation de l'information financière. Le comité examine également les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes, et fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers à l'intention des actionnaires. De plus, le comité étudie, dans le but de soumettre à l'examen du conseil d'administration et à l'approbation des actionnaires, la nomination des vérificateurs externes ou le renouvellement de leur mandat. Les vérificateurs externes ont librement et pleinement accès au comité de vérification.

Les états financiers ont été vérifiés, au nom des actionnaires, par les vérificateurs externes Ernst & Young s.r.l., conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada.



Herschel H. Segal  
Président du Conseil et  
chef de la direction



Emilia Di Radda, CA  
Présidente et  
secrétaire générale

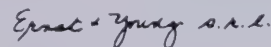
## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES DE LE CHÂTEAU INC.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Le Château Inc. aux 26 janvier 2002 et 27 janvier 2001 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'incertitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également

l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 26 janvier 2002 et 27 janvier 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.



Montréal, Canada  
Le 26 mars 2002

Ernst & Young s.r.l.  
Comptables agréés

**BILANS CONSOLIDÉS**

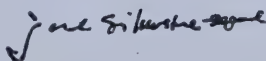
AU 26 JANVIER 2002 [CHIFFRES CORRESPONDANT AU 27 JANVIER 2001]

[EN MILLIERS DE DOLLARS]

	2002 \$	2001 \$
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Espèces et quasi-espèces	9 830	3 072
Débiteurs et charges payées d'avance	1 585	1 679
Impôts sur les bénéfices remboursables	—	2 427
Stocks (note 3)	21 353	22 123
Prêts à un administrateur (note 4)	120	—
<b>Total de l'actif à court terme</b>	<b>32 888</b>	<b>29 301</b>
Prêts à un administrateur (note 4)	566	686
Immobilisations (note 5)	36 461	38 202
	<b>69 915</b>	<b>68 189</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	13 322	12 027
Dividendes à payer	494	494
Impôts sur les bénéfices à payer	1 925	—
Tranche échéant à moins d'un an des obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 6)	1 537	1 976
Tranche échéant à moins d'un an de la dette à long terme (note 7)	989	1 000
<b>Total du passif à court terme</b>	<b>18 267</b>	<b>15 497</b>
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 6)	988	1 914
Dette à long terme (note 7)	970	1 112
Impôts futurs (note 9)	1 772	1 469
Avantages incitatifs reportés	2 224	2 397
<b>Total du passif</b>	<b>24 221</b>	<b>22 389</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital social (note 8)	13 445	13 428
Bénéfices non répartis	32 249	32 372
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>45 694</b>	<b>45 800</b>
	<b>69 915</b>	<b>68 189</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,


Herschel H. Segal  
Administrateur

Jane Silverstone, B.A. III  
Administratrice

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS**

EXERCICE TERMINÉ LE 26 JANVIER 2002 [CHIFFRES CORRESPONDANTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 27 JANVIER 2001]

[EN MILLIERS DE DOLLARS]

	2002 \$	2001 \$
Solde au début de l'exercice	32 372	36 953
Bénéfice net (perte nette)	1 852	( 2 607 )
	34 224	34 346
Dividendes	1 975	1 974
Solde à la fin de l'exercice	32 249	32 372

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS**

EXERCICE TERMINÉ LE 26 JANVIER 2002 [CHIFFRES CORRESPONDANTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 27 JANVIER 2001]

[EN MILLIERS DE DOLLARS]

	2002 \$	2001 \$
Ventes	187 540	161 120
Coût des marchandises vendues et charges		
Coût des marchandises vendues, frais d'achat et d'occupation	125 526	112 035
Charges générales et charges de vente et d'administration	50 538	45 957
Intérêts	700	787
Amortissement	6 515	6 426
Radiation d'immobilisations	251	261
	183 530	165 466
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	4 010	( 4 346 )
Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices (note 9)	2 158	( 1 739 )
Bénéfice net (perte nette)	1 852	( 2 607 )
Bénéfice net (perte nette) par action (note 10)		
De base	0,38	( 0,53 )
Dilué	0,37	( 0,53 )
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	4 936 065	4 935 248

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE TERMINÉ LE 26 JANVIER 2002 [CHIFFRES CORRESPONDANTS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 27 JANVIER 2001]

[EN MILLIERS DE DOLLARS]

	2002 \$	2001 \$
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Bénéfice net (perte nette)	1 852	( 2 607 )
Redressements pour déterminer les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Amortissement	6 515	6 426
Radiation d'immobilisations	251	261
Amortissement des avantages incitatifs reportés	( 377 )	( 355 )
Impôts futurs	303	669
	8 544	4 394
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation (note 13)	6 511	( 1 583 )
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>15 055</b>	<b>2 811</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Produits des contrats de location-acquisition	646	3 778
Remboursement des obligations découlant de contrats de location-acquisition	( 2 011 )	( 2 622 )
Produit de la dette à long terme	1 000	2 248
Remboursement de la dette à long terme	( 1 153 )	( 1 254 )
Avantages incitatifs reportés	204	373
Émission de capital social	17	1
Dividendes versés	( 1 975 )	( 1 974 )
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>( 3 272 )</b>	<b>550</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations	( 5 025 )	( 10 379 )
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>( 5 025 )</b>	<b>( 10 379 )</b>
<b>Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces</b>	<b>6 758</b>	<b>( 7 018 )</b>
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	3 072	10 090
<b>Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice</b>	<b>9 830</b>	<b>3 072</b>
<b>Information supplémentaire :</b>		
Intérêts payés pendant l'exercice	700	787
Impôts sur les bénéfices reçus pendant l'exercice, montant net	( 2 347 )	( 606 )

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

# NOTES

## AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

26 JANVIER 2002

[LES MONTANTS DES TABLEAUX SONT EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION ET SAUF INDICATION CONTRAIRE.]

### 1. CONVENTIONS COMPTABLES

#### Utilisation d'estimations

Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus nécessite l'utilisation par la direction d'estimations et d'hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les résultats réels pourraient être différents des montants estimés. De l'avis de la direction, les états financiers ont été dressés de façon appropriée selon les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

#### Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Le Château Inc. et de sa filiale en propriété exclusive.

#### Conversion des comptes exprimés en monnaie étrangère

Opérations conclues en monnaie étrangère et établissements étrangers intégrés :

Les actifs et passifs monétaires sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. Les autres actifs et passifs sont convertis aux taux en vigueur aux dates des opérations. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur au cours de l'exercice, à l'exception du coût des stocks utilisés et de l'amortissement, lesquels sont convertis aux taux de change en vigueur au moment de l'acquisition des actifs connexes. Les résultats font état des gains et pertes de change.

#### Espèces et quasi-espèces

Les espèces se composent des fonds en caisse et des soldes auprès d'institutions bancaires. Les quasi-espèces se limitent aux placements qui peuvent être facilement convertibles en un montant connu d'espèces en plus d'être assujettis à un risque de variation minimal de leur valeur et de comporter une échéance initiale de trois mois ou moins.

#### Stocks

Les matières premières et les produits en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Les produits finis sont évalués, selon la méthode de l'inventaire au prix de détail, au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette moins la marge bénéficiaire normale.

#### Immobilisations et amortissement

Toutes les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement est imputé aux résultats comme suit :

Bâtiment	10 %, amortissement dégressif
Mobilier et matériel	5 à 10 ans, amortissement linéaire
Automobiles	30 %, amortissement dégressif

Les droits de location et les améliorations locatives sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale des baux, plus une période de renouvellement.

#### Avantages incitatifs reportés

Les avantages incitatifs reportés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale des baux, plus une période de renouvellement.

#### Régime de rémunération à base d'actions

La Société offre un régime de rémunération à base d'actions qui est décrit à la note 8. Aucune charge de rémunération n'est constatée pour ce régime à l'octroi d'options d'achat d'actions ou à l'émission d'actions à des employés. Toute contrepartie versée par des employés à l'exercice d'options d'achat d'actions ou à l'achat d'actions est portée au crédit du capital social.

#### Frais d'ouverture de magasins

Les frais d'ouverture de magasins sont radiés dès qu'ils sont engagés.

## 1. CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]

### Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices, laquelle exige que le calcul des actifs d'impôts futurs et des passifs d'impôts futurs soit fait selon les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur, dans l'éventualité d'écarts temporaires causés par la différence entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable.

### Résultat par action

En date du 28 janvier 2001, la Société a adopté rétroactivement les nouvelles recommandations de l'ICCA à l'égard du calcul et de la présentation du résultat par action. Les principes du calcul du résultat de base par action sont les mêmes que ceux des recommandations antérieures ; toutefois, le résultat dilué par action est désormais calculé au moyen de la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution est calculé comme si la totalité des options ayant un effet dilutif avaient été exercées au début de la période considérée ou à la date d'émission, si elle est postérieure, et le produit de l'exercice de ces options est utilisé pour racheter des actions ordinaires pour leur cours moyen pendant la période. Les nouvelles recommandations n'exigent plus un rajustement du résultat net au titre des intérêts théoriques dans le calcul du résultat dilué par action. L'adoption de ces recommandations n'a pas eu de répercussions importantes sur le résultat dilué par action de la Société ni pour l'exercice terminé le 26 janvier 2002 ni pour celui terminé le 27 janvier 2001.

## 2. FACILITÉ DE CRÉDIT

La Société dispose de facilités de crédit d'exploitation qui s'élèvent à 11 millions de dollars, garanties par les débiteurs et les stocks de la Société, les actions émises d'une filiale et une hypothèque mobile qui prévoit une charge sur les actifs de la Société. Cette convention de crédit est renouvelable annuellement. Les montants prélevés sur ces facilités de crédit sont remboursables à vue et portent intérêt aux taux établis d'après le taux bancaire préférentiel pour les emprunts libellés en dollars canadiens, d'après le taux de base aux États-Unis pour les emprunts libellés en dollars américains et au taux des acceptations bancaires majoré de 1,25 % pour les acceptations bancaires en dollars canadiens. En outre, les modalités de la convention bancaire exigent que la Société respecte certains ratios financiers.

## 3. STOCKS

	26 JANV. 2002 \$	27 JANV. 2001 \$
Matières premières	3 263	4 188
Produits en cours	1 451	1 310
Produits finis	16 639	16 625
	21 353	22 123

## 4. PRÊTS À UN ADMINISTRATEUR

Les prêts ne portent pas intérêt et ont été accordés en vertu du régime d'achat d'actions.

Au 26 janvier 2002, les actions que détiennent la Société à titre de sûreté pour les prêts ont une valeur marchande de 461 000 \$ (232 000 \$ en 2001). Ces prêts doivent être remboursés de 2003 à 2005, sous réserve d'un remboursement anticipé advenant la cessation de l'emploi ou la cession des actions de l'administrateur. La juste valeur des prêts ne peut être déterminée.



**5. IMMOBILISATIONS**

	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
<b>26 janvier 2002</b>			
Terrain et bâtiment	989	424	565
Droits de location et améliorations locatives	22 944	9 315	13 629
Caisses enregistreuses aux points de vente et matériel informatique	8 123	3 085	5 038
Autres mobilier et agencements	27 918	10 718	17 200
Automobiles	178	149	29
	60 152	23 691	36 461
<b>27 janvier 2001</b>			
Terrain et bâtiment	972	368	604
Droits de location et améliorations locatives	22 489	7 813	14 676
Caisses enregistreuses aux points de vente et matériel informatique	8 133	2 556	5 577
Autres mobilier et agencements	26 609	9 306	17 303
Automobiles	179	137	42
	58 382	20 180	38 202

Des immobilisations de 4 950 000 \$ (7 543 000 \$ en 2001) sont détenues en vertu de contrats de location-acquisition. L'amortissement cumulé à l'égard de ces immobilisations totalise 3 836 000 \$ (2 028 000 \$ en 2001).

**6. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION**

Les loyers minimums à payer en vertu des contrats de location-acquisition sont comme suit :

	\$
2003	1 666
2004	805
2005	218
Total des loyers minimums à payer	2 689
Montant représentant l'intérêt à des taux se situant entre 5 % et 8 %	164
	2 525
Moins la tranche à court terme	1 537
	988

La juste valeur des contrats de location-acquisition à taux fixe est fondée sur les flux de trésorerie futurs estimatifs actualisés au taux courant du marché pour les dettes ayant la même durée jusqu'à l'échéance, comme conseillé par les banquiers de la Société. La juste valeur de ces contrats de location-acquisition se rapproche de leur valeur comptable.

**7. DETTE À LONG TERME****26 JANV. 2002** 27 JANV. 2001

Contrat de garantie spécifique, 6,97 %, échéant le 15 juillet 2004	847	—
Contrat de garantie spécifique, 8,77 %, échéant le 26 novembre 2003	1 112	1 886
Divers	—	226
	1 959	2 112
Moins la tranche à court terme	989	1 000
	970	1 112

La dette à long terme est garantie par la totalité des immobilisations acquises avec le produit de la dette, comme précisé dans les contrats d'emprunt. Les remboursements du capital sont payables au cours des exercices suivants :

2003	989
2004	792
2005	178
	1 959

La juste valeur des emprunts décrits ci-dessus se rapproche de leur valeur comptable.

**8. CAPITAL SOCIAL****Autorisé**

Un nombre illimité d'actions privilégiées de premier, deuxième et troisième rangs, sans droit de vote et pouvant être émises en série.

Un nombre illimité d'actions de catégorie A avec droit de vote subalterne.

Un nombre illimité d'actions de catégorie B avec droit de vote.

**Émis****26 JANV. 2002** 27 JANV. 2001

1 922 541	actions de catégorie A (1 915 291 en 2001)	12 381	12 364
3 020 000	actions de catégorie B	1 064	1 064
		13 445	13 428

Au cours de l'exercice terminé le 26 janvier 2002, la Société a émis 7 250 actions de catégorie A (200 en 2001) en vertu du régime d'options d'achat d'actions pour 17 000 \$ (1 000 \$ en 2001).

**Caractéristiques principales**

a) En ce qui a trait au versement de dividendes et au rendement du capital, les actions prennent rang comme suit :

- Privilégiées de premier rang
- Privilégiées de deuxième rang
- Privilégiées de troisième rang
- Catégorie A et catégorie B

**8. CAPITAL SOCIAL [SUITE]**

- b) Sous réserve des droits des actionnaires privilégiés, les porteurs d'actions de catégorie A ont droit à un dividende privilégié non cumulatif de 0,05 \$ par action, après quoi les porteurs d'actions de catégorie B ont droit à un dividende non cumulatif de 0,05 \$ par action. Tout autre dividende déclaré au cours d'un exercice doit être déclaré et versé en montants égaux par action pour toutes les actions de catégorie A et de catégorie B alors en circulation, sans privilège ni distinction.
- c) Sous réserve de ce qui précède, les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont égalité de rang, action pour action, quant aux bénéfices.
- d) Les actions de catégorie A confèrent un vote par action et les actions de catégorie B, 10 votes par action.
- e) Les actions de catégorie A sont convertibles en actions de catégorie B à raison d'une action pour une action si la société mère cesse de contrôler la Société ou si une offre est acceptée quant à la vente de plus de 20 % des actions de catégorie B alors en circulation à un prix supérieur à 115 % de leur cours à la cote. Les actions de catégorie B sont convertibles en actions de catégorie A en tout temps, à raison d'une action pour une action.

**Régime d'options d'achat d'actions**

En vertu des dispositions du régime d'options d'achat d'actions, la Société peut accorder des options à des employés clés et des administrateurs pour acheter des actions de catégorie A. Le régime, qui a été modifié le 28 mai 1997, le 7 avril 2000 et le 20 avril 2001, prévoit qu'un maximum de 1 250 000 actions de catégorie A peut être émises à compter du 28 mai 1997 et que le prix de l'option ne peut être inférieur au cours de clôture des actions de catégorie A à la Bourse de Toronto le dernier jour ouvrable avant la date à laquelle l'option est accordée. Les options d'achat d'actions peuvent être exercées progressivement par le porteur sur une période de deux ou cinq ans débutant à la date d'octroi. Depuis le 28 mai 1997, 346 250 options ont été exercées.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de la situation du régime d'options d'achat d'actions de la Société aux 26 janvier 2002 et 27 janvier 2001 et des variations pendant les exercices terminés à ces dates :

	26 JANV. 2002		27 JANV. 2001	
	ACTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$	ACTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$
En circulation au début de l'exercice	540 800	5,44	346 700	7,35
Octroyées	168 000	3,77	214 000	2,41
Exercées	7 250	2,33	200	5,00
Annulées/échues	80 600	5,27	19 700	6,05
En circulation à la fin de l'exercice	620 950	5,05	540 800	5,44
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	263 080	5,77	158 864	6,93

Le tableau suivant résume l'information relative aux options d'achat d'actions en circulation au 26 janvier 2002 :

FOURCHETTE DE PRIX D'EXERCICE \$	NOMBRE EN CIRCULATION AU 26 JANV. 2002 #	DURÉE DE VIE RESTANTE MOYENNE PONDÉRÉE	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$	NOMBRE D'OPTIONS POUVANT ÊTRE EXERCÉES AU 26 JANV. 2002 #	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$
2,25 à 6,49	465 010	3 ans	3,66	178 760	4,09
6,50 à 7,99	2 240	0,5 an	7,60	2 240	7,60
8,00 à 8,99	70 700	2 ans	8,26	28 280	8,26
9,00 à 10,17	83 000	1 an	10,03	53 800	9,95
2,25 à 10,17	620 950	3 ans	5,05	263 080	5,77

## 8. CAPITAL SOCIAL [SUITE]

### Régime d'achat d'actions

En vertu des dispositions du régime d'achat d'actions, la Société peut accorder à ses employés clés des droits de souscription visant des actions de catégorie A. Le régime, qui a été modifié le 28 mai 1997, prévoit qu'un maximum de 10 000 actions de catégorie A peut être émis à compter du 28 mai 1997 et que le prix de souscription ne peut être inférieur au cours de clôture des actions de catégorie A à la Bourse de Toronto le dernier jour ouvrable avant la date à laquelle le droit de souscription a été accordé. Depuis le 28 mai 1997, aucune action n'a été émise en vertu du régime d'achat d'actions.

## 9. IMPÔTS FUTURS

Au 26 janvier 2002, une filiale américaine avait des pertes accumulées de 12,5 millions de dollars CA (8,0 millions de dollars US) venant à échéance entre 2003 et 2017. Une provision pour moinsvalue a été inscrite à l'égard des actifs d'impôts futurs correspondants et, par conséquent, les avantages fiscaux relatifs au report prospectif de ces pertes n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers.

Les principaux écarts temporaires donnant lieu à des passifs d'impôts futurs nets pour la Société découlent d'immobilisations amortissables.

Voici un rapprochement du taux d'imposition moyen prévu par la loi et du taux d'imposition réel :

	2002 %	2001 %
Taux d'imposition moyen prévu par la loi	40,2	42,1
Augmentation (diminution) du taux d'imposition découlant de ce qui suit :		
Pertes fiscales américaines non déductibles	18,0	( 4,9 )
Changement du taux d'imposition en vigueur	—	5,5
Éléments non déductibles et impôt des grandes sociétés	( 4,4 )	( 2,7 )
Taux d'imposition réel	53,8	40,0

## 10. RÉSULTAT PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.

Le bénéfice dilué par action fait état de l'effet de dilution découlant de l'exercice des options d'achat d'actions en circulation à la fin de l'exercice ou des options exercées au cours de l'exercice, comme si elles avaient été exercées au début de l'exercice ou à la date de leur octroi si l'octroi survenait après le début de l'exercice. Le tableau qui suit présente un rapprochement des numérateurs et des dénominateurs utilisés dans le calcul du résultat de base par action et du résultat dilué par action.

	2002 \$	2001 \$
Bénéfice net (perte nette) (numérateur)	1 852	( 2 607 )
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dénominateur)		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	4 936	4 935
Effet dilutif des options d'achat d'actions	102	354
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	5 038	5 289

Pour l'exercice 2001, il n'y avait pas de différence entre le résultat de base par action et le résultat dilué par action, car la Société était déficitaire.

## 11. ENGAGEMENTS

La Société dispose de lettres de crédit d'un montant de 3 179 000 \$ dont 1 400 000 \$ ont été utilisés à la fin de l'exercice. Les lettres de crédit représentent des garanties de paiement d'achats auprès de fournisseurs étrangers et leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable.

Les loyers minimums à verser en vertu de contrats de location-exploitation à long terme se présentent comme suit :

2003	19 900
2004	19 073
2005	15 548
2006	13 439
2007	10 890
Par la suite	24 494
	103 344

Certains des contrats de location-exploitation prévoient des loyers annuels supplémentaires fondés sur les ventes en magasin ainsi que des augmentations annuelles des charges d'exploitation du propriétaire.

## 12. INFORMATION SECTORIELLE

Le seul secteur d'exploitation de la Société est la vente au détail de vêtements, d'accessoires et de chaussures pour hommes, femmes et préadolescents dynamiques et soucieux de la mode.

L'information sectorielle est attribuée aux secteurs géographiques selon l'emplacement des magasins de la Société. Voici un résumé des résultats et des actifs de la Société, par région géographique :

26 JANV. 2002 27 JANV. 2001

<b>Ventes aux clients :</b>		
Canada	176 186	150 636
États-Unis	11 354	10 484
	187 540	161 120
<b>Amortissement :</b>		
Canada	5 930	5 977
États-Unis	585	449
	6 515	6 426
<b>Bénéfice net (perte nette) :</b>		
Canada	3 647	( 2 105 )
États-Unis	( 1 795 )	( 502 )
	1 852	( 2 607 )

**12. INFORMATION SECTORIELLE** [SUITE]

**26 JANV. 2002**      27 JANV. 2001  
\$                                  \$

**Bénéfice net (perte nette) de base par action :**

Canada	0,74	( 0,43 )
États-Unis	( 0,36 )	( 0,10 )
	0,38	( 0,53 )

**Actifs sectoriels :**

Canada	65 118	62 194
États-Unis	4 797	5 995
	69 915	68 189

**Dépenses en immobilisations :**

Canada	4 915	7 443
États-Unis	110	2 936
	5 025	10 379

**Immobilisations :**

Canada	32 725	33 853
États-Unis	3 736	4 349
	36 461	38 202

**13. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT HORS CAISSE**

Les rentrées (sorties) liées au fonds de roulement hors caisse sont composées des variations liées à l'exploitation des comptes suivants :

	<b>2002</b>	2001
	\$	\$
Débiteurs et charges payées d'avance	94	536
Impôts sur les bénéfices remboursables	2 427	( 1 666 )
Stocks	770	( 1 761 )
Créditeurs et charges à payer	1 295	1 308
Impôts sur les bénéfices à payer	1 925	-
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement	6 511	( 1 583 )

# RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

## CONSEIL

### D'ADMINISTRATION

**Herschel H. Segal**

Président du Conseil  
et chef de la direction de la Société

**Jane Silverstone, B.A.LLL**

Vice-présidente du Conseil

**Emilia Di Raddo, CA**

Présidente et  
secrétaire générale

**Sidney Horn**

Associé  
Stikeman Elliott

**Victor Koloshuk \***

Président et chef de la direction  
Integrated Asset Management Corp.

**A.H.A. Osborn \***

Chef de la direction  
Alexon Group plc

**Herbert E. Siblin, FCA \***

Président  
Siblin & Associés Ltée

\*Membre du Comité de vérification

## DIRIGEANTS

**Herschel H. Segal**

Président du Conseil  
et chef de la direction

**Jane Silverstone, B.A.LLL**

Vice-présidente du Conseil

**Emilia Di Raddo, CA**

Présidente et  
secrétaire générale

**Betty Berliner**

Vice-présidente principale,  
achats et mise en marché

**Franco Rocchi**

Vice-président,  
ventes et opérations

## SIÈGE SOCIAL

5695, rue Ferrier  
Ville Mont-Royal (Québec)  
H4P 1N1  
Tél. : (514) 738-7000

**Internet :**

<http://www.le-chateau.com>

**Vérificateurs**

Ernst & Young s.r.l.  
Comptables agréées

**Régistraire et agents  
de transferts**

Société de fiducie Computershare  
du Canada

**Conseillers juridiques**

Stikeman Elliott

**Banquiers**

Banque Royale du Canada

**Assemblée annuelle  
des actionnaires**

Le mercredi 10 juillet 2002  
à 15 h au Siège social de la Société

**Réalisation :**

Maison Brison Inc.

To obtain an English version of this report, please contact our head office.

# CORPORATE INFORMATION

## BOARD OF DIRECTORS

**Herschel H. Segal**  
Chairman of the Board  
and Chief Executive Officer  
of the Company

**Jane Silverstone, B.A., LL.**

Vice-Chairman of the Board

**Emilia Di Raddo, CA**

President and Secretary

**Sidney Horn**

Partner, Silikeman Elliott

**Victor Koloshuk \***

Chairman and

Chief Executive Officer

Integrated Asset Management Corp.

**A.H.A. Osborn \***

Chief Executive Officer

Alexon Group plc

**Herbert E. Siblin, FCA \***

President

Siblin & Associates Ltd.

\*Member of the Audit Committee

## OFFICERS

**Herschel H. Segal**

Chairman of the Board

and Chief Executive Officer

**Jane Silverstone, B.A., LL.**

Vice-Chairman of the Board

**Emilia Di Raddo, CA**

President and Secretary

**Beth Berliner**

Senior Vice-President

Buying and Merchandising

**Franco Rochi**

Vice-President

Sales and Operations

## HEAD OFFICE

5695 Ferner Street

Town of Mount Royal, Quebec

H4P 1N1

Tel.: (514) 738-7000

Web site:

<http://www.le-chateau.com>

**Auditors**

Ernst & Young LLP

Chartered Accountants

**Registrar and Transfer Agent**

Computershare

Trust Company of Canada

**Corporate Counsel**

Silikeman Elliott

**Bankers**

Royal Bank of Canada

**Annual Meeting of Shareholders**

Wednesday, July 10, 2002

at 3:00 pm at our head office.

**Produced by:**

Maison Brisson Inc.

Pour obtenir la version française de ce rapport, veuillez vous adresser au Siège social.

## 12. SEGMENTED INFORMATION

Net earnings (loss) per share (basic)	JAN. 26, 2002		JAN. 27, 2001	
	Canada	United States	Canada	United States
	0.74	(0.36)	0.38	(0.53)

Identifiable assets	JAN. 26, 2002		JAN. 27, 2001	
	Canada	United States	Canada	United States
	65,118	4,797	69,915	68,189

Capital expenditures	JAN. 26, 2002		JAN. 27, 2001	
	Canada	United States	Canada	United States
	4,915	110	5,025	10,379

Fixed assets	JAN. 26, 2002		JAN. 27, 2001	
	Canada	United States	Canada	United States
	32,725	3,736	36,461	38,202

## 13. CHANGES IN NON-CASH WORKING CAPITAL

The cash generated from (used for) non-cash working capital is made up of charges related to operations in the following accounts:

JAN. 26, 2002		JAN. 27, 2001	
Accounts receivable and prepaid expenses	94	536	
Income taxes refundable	2,427	(1,666)	
Inventories	770	(1,700)	
Accounts payable and accrued liabilities	1,295	1,074	
Income taxes payable	1,925	-	
Cash generated from (used for) working capital	6,511	(1,360)	

11. COMMITMENTS

The Company has letters of credit available in the amount of \$3,179,000 of which \$1,400,000 has been accepted at year-end. The letters of credit represent guarantees for payment of purchases from foreign suppliers and the fair value approximates their carrying value.

The minimum rentals payable under long-term operating leases are as follows:

	2003	2004	2005	2006	2007	Thereafter
	19,900	19,073	15,548	13,439	10,890	24,494
						103,344

Certain of the operating leases provide for additional annual rentals based on store sales and for annual increases in operating charges of the landlord.

12. SEGMENTED INFORMATION

The Company's only operating segment is the retail of apparel, accessories and footwear aimed at young-spirited, fashion-conscious men, women and tweens.

Segmented information is attributed to geographic areas based on the locations of the Company's stores. The following is a summary of the Company's operations and assets by geographic area:

	JAN. 26, 2002		JAN. 27, 2001	
		\$		\$
Sales to customers	Canada	176,186	150,636	
	United States	11,354	10,484	
		187,540	161,120	
Depreciation and amortization	Canada	5,930	5,977	
	United States	585	449	
		6,515	6,426	
Net earnings (loss)	Canada	3,647	(2,105)	
	United States	(1,795)	(502)	
		1,852	(2,607)	

## 8. CAPITAL STOCK (CONTINUED)

### Stock purchase plan

Under the provisions of the stock purchase plan, the Company may grant the right to key employees to subscribe for Class A Shares. The plan, which was amended on May 28, 1997, provides that the maximum number of shares that may be issued thereunder from and after May 28, 1997 is 10,000 Class A Shares. The subscription price may not be less than the closing price for the Class A Shares on the Toronto Stock Exchange on the last business day before the date on which the right to subscribe is granted. Since May 28, 1997, there have been no shares issued under the stock purchase plan.

## 9. FUTURE INCOME TAXES

As at January 26, 2002, a U.S. subsidiary has accumulated losses amounting to C\$12.5 million (US\$8.0 million) which expire during the years 2003 to 2017. A full valuation allowance has been taken against the related future income tax asset and accordingly, the tax benefits pertaining to these loss carry-forwards have not been recognized in the financial statements.

The significant temporary differences giving rise to the Company's net future income tax liability results from depreciation assets.

A reconciliation of average statutory income tax rate to the actual effective tax rate is as follows:

	2002	2001
Average statutory tax rate	40.2	42.1
Increase (decrease) in income tax rate resulting from:		
Non-deductible U.S. tax losses	18.0	(4.9)
Change in enacted tax rate	—	5.5
Non-deductible items and large corporations tax	(4.4)	(2.7)
Effective tax rate	53.8	40.0

## 10. EARNINGS PER SHARE

Basic earnings per share are calculated using the weighted average number of shares outstanding for the year. Diluted earnings per share reflect the dilutive effect of the exercise of the stock options outstanding at the end of the year or those options exercised during the year, as if they had been exercised at the beginning of the year or the date granted, if later. The following is a reconciliation of the numerators and the denominators used for the computation of the basic and diluted earnings (loss) per share:

	2002	2001
Net earnings (loss) (numerator)	1,852	(2,607)
Weighted average number of shares outstanding (denominator)	4,936	4,935
Weighted average number of shares outstanding – basic	102	354
Dilutive effect of stock options	5,038	5,289
Weighted average number of shares outstanding – diluted	5,038	5,289

For fiscal 2001, there was no difference between basic and diluted earnings per share, since the Company was in a loss position.

8. CAPITAL STOCK [CONTINUED]

- (b) Subject to the rights of the Preferred shareholders, the Class A shareholders are entitled to a non-cumulative preferential dividend of \$0.05 per share, after which the Class B shareholders are entitled to a non-cumulative dividend of \$0.05 per share; any further dividends declared in a fiscal year must be declared and paid in equal amounts per share on all the Class A and Class B Shares then outstanding without preference or (c) Subject to the foregoing, the Class A and Class B Shares rank equally, share for share, in earnings.
- (d) The Class A Shares carry one vote per share and the Class B Shares carry 10 votes per share.
- (e) The Class A Shares are convertible into Class B Shares on a share-for-share basis if the parent company ceases to control the Company, or if an offer is accepted to sell more than 20% of the then outstanding Class B Shares at a price in excess of 115% of their market price. The Class B Shares are convertible into Class A Shares at any time on a share-for-share basis.

Stock option plan

Under the provisions of the stock option plan, the Company may grant options to key employees and directors to purchase Class A Shares. The plan, which was amended on May 28, 1997, on April 7, 2000 and on April 20, 2001, provides that the maximum number of shares which may be issued thereunder from and after May 28, 1997 is 1,250,000 Class A Shares. The option price may not be less than the closing price for the Class A Shares on the Toronto Stock Exchange on the last business day before the date on which the option is granted. The stock options may be exercised by the holder progressively over a period of 2 or 5 years from the date of granting. Since May 28, 1997, 346,250 options have been exercised.

A summary of the status of the Company's stock option plan as of January 26, 2002 and January 27, 2001, and changes during the years ending on these dates is presented below:

JAN. 26, 2002		JAN. 27, 2001	
WEIGHTED AVERAGE EXERCISE PRICE	SHARES	WEIGHTED AVERAGE EXERCISE PRICE	SHARES
Outstanding at beginning of year	540,800	544	346,700
Granted	168,000	3.77	214,000
Exercised	7,250	2.33	200
Cancelled / Expired	80,600	5.27	19,700
Outstanding at end of year	620,950	5.05	540,800
Options exercisable at end of year	263,080	5.77	158,864

The following table summarizes information about the stock options outstanding at January 26, 2002:

RANGE OF EXERCISE PRICES		AT JAN. 26, 2002		AT JAN. 26, 2002	
NUMBER	WEIGHTED AVERAGE	WEIGHTED AVERAGE	NUMBER OF OPTIONS	WEIGHTED AVERAGE	PERCENT
2.25 - 6.49	465,010	3.66	178,760	4.09	5.77
6.50 - 7.99	2,240	7.60	2,240	7.60	9.95
8.00 - 8.99	70,700	8.26	28,280	8.26	9.95
9.00 - 10.17	83,000	10.03	53,800	9.95	9.95
2.25 - 10.17	620,950	5.05	263,080	5.77	9.95

7. LONG-TERM DEBT

JAN. 26, 2002		JAN. 27, 2001
6.97% Specific Security Agreement, maturing July 15, 2004	847	-
8.77% Specific Security Agreement, maturing November 26, 2003	1,112	1,886
Other	-	226
Less: current portion	1,959	2,112
	989	1,000
	970	1,112

The long-term debt is collateralized by all of the fixed assets acquired with the proceeds of the debt, as specified in the debt agreements. Principal repayments are due in the following fiscal years:

2003	989
2004	792
2005	178
	1,959

The fair values of the loans described above approximate their carrying value.

8. CAPITAL STOCK

Authorized  
An unlimited number of non-voting First, Second and Third Preferred Shares issuable in series  
An unlimited number of Class A Subordinate Voting Shares  
An unlimited number of Class B Voting Shares

Issued

JAN. 26, 2002		JAN. 27, 2001
	\$	\$
Class A Shares (2001 - 1,915,291)	12,381	12,364
Class B Shares	1,064	1,064
	13,445	13,428

During the year ended January 26, 2002, the Company issued 7,250 (2001 - 200) Class A Shares under the stock option plan for \$17,000 (2001 - \$1,000).

Principal features

(a) With respect to the payment of dividends and the return of capital, the shares rank as follows:

- First Preferred
- Second Preferred
- Third Preferred
- Class A and Class B

5. FIXED ASSETS

NET BOOK VALUE	DEPRECIATION & AMORTIZATION	COST
----------------	-----------------------------	------

565	424	989
13,629	9,315	22,944
5,038	3,085	8,123
17,200	10,718	27,918
29	149	178
36,461	23,691	60,152

January 26, 2002		
Land and building		
Leasehold rights and improvements		
Point-of-sale cash registers and computer equipment		
Other furniture and fixtures		
Automobiles		
604	368	972
14,676	7,813	22,489
5,577	2,556	8,133
17,303	9,306	26,609
42	137	179
38,202	20,180	58,382

An amount of \$4,950,000 (2001 - \$7,543,000) of the fixed assets is held under capital leases. Accumulated depreciation relating to these fixed assets amounts to \$3,836,000 (2001 - \$2,028,000).

6. CAPITAL LEASE OBLIGATIONS

The future minimum lease payments required under the capital lease agreements are as follows:

2003	1,666
2004	805
2005	218
Total minimum lease payments	2,689
Amount representing interest at rates varying between 5% and 8%	164
Less: current portion	2,525
	1,537
	988

The fair value of fixed rate capital leases is based on estimated future cash flows discounted using the current market rate for debt of the same remaining maturities, as advised by the Company's bankers. The fair value of these capital leases approximates the carrying value.

1. ACCOUNTING POLICIES [CONTINUED]

Store opening expenses are written off as incurred.

**Income taxes**

The Company uses the liability method of accounting for income taxes, which requires the establishment of future tax assets and liabilities, as measured by enacted or substantially enacted tax rates, for all temporary differences caused when the tax bases of assets and liabilities differ from those reported in the financial statements.

**Earnings per share**

Effective January 28, 2001, the Company retroactively adopted the new recommendations of the CICA with respect to the calculation and presentation of earnings per share. The principles for calculating basic earnings per share are consistent with previous recommendations; however, diluted earnings per share are now calculated using the treasury stock method. Under the treasury stock method, the diluted weighted average number of shares outstanding is calculated as if all dilutive options had been exercised at the later of the beginning of the reporting period or date of issuance, and the proceeds from the exercise of such dilutive options are used to repurchase common shares at the average market price for the period. The new recommendations no longer require an adjustment to net income for imputed interest in calculating diluted earnings per share. Adoption of the new recommendations did not have a significant impact on the Company's diluted earnings per share calculation for either the years ended January 27, 2001 or January 26, 2002.

2. CREDIT FACILITY

The Company has operating lines of credit totaling \$ 1.1 million, which are collateralized by the Company's accounts receivable, inventories, the issued shares of a subsidiary company and a moveable hypothec providing a charge on the Company's assets. This credit agreement is renewable annually. Amounts drawn under these lines of credit are payable on demand and bear interest at rates based on the prime bank rate for loans in Canadian dollars. U.S. base rate for loans in U.S. dollars and B/A, plus 1.25% for banker's acceptances in Canadian dollars. Furthermore, the terms of the banking agreement require the Company to maintain certain financial ratios.

3. INVENTORIES

	JAN. 26, 2002	JAN. 27, 2001
Raw materials	3,263	4,188
Work-in-process	1,451	1,310
Finished goods	16,639	16,625
	21,353	22,123

4. LOANS TO DIRECTOR

The loans are non-interest bearing and were issued under the stock purchase plan.

As at January 26, 2002, the shares held by the Company as security for the loans have a market value of \$461,000 (2001 – \$232,000). The loans are due over the period 2003 to 2005, subject to earlier repayment on the termination of employment or the disposition of the director's shares. The fair value of the loans is not determinable.

# NOTES

## TO CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

JANUARY 26, 2002

[TABULAR AMOUNTS IN THOUSANDS OF DOLLARS EXCEPT PER SHARE AMOUNTS AND WHERE OTHERWISE INDICATED]

### 1. ACCOUNTING POLICIES

#### Use of estimates

The consolidated financial statements of the Company have been prepared by Management in accordance with accounting principles generally accepted in Canada. The preparation of financial statements in conformity with generally accepted accounting principles requires Management to make estimates and assumptions that affect the amounts reported in the financial statements and accompanying notes. Actual results could differ from those estimates. The financial statements have, in Management's opinion, been properly prepared within reasonable limits of materiality and within the framework of the accounting policies summarized below.

#### Principles of consolidation

The consolidated financial statements include the accounts of Le Châteauc Inc. and its wholly-owned subsidiary.

#### Foreign currency translation

Transactions denominated in foreign currencies and integrated foreign operations:

Monetary assets and liabilities are translated into Canadian dollars at the rates in effect at the balance sheet date. Other assets and liabilities are translated at the rates prevailing at the transaction dates. Revenues and expenses are translated at the average exchange rates prevailing during the year, except for the cost of inventory used and depreciation and amortization, which are translated at exchange rates prevailing when the related assets were acquired. Gains and losses arising from the fluctuations in exchange rates are reflected in earnings.

#### Cash and cash equivalents

Cash consists of cash on hand and balances with banks. Cash equivalents are restricted to investments that are readily convertible into a known amount of cash, that are subject to minimal risk of changes in value and which have a maturity of three months or less at acquisition.

#### Inventories

Raw materials and work-in-process are valued at the lower of cost and net realizable value. Finished goods are valued, using the retail inventory method, at the lower of cost and net realizable value less normal profit margin.

#### Fixed assets, depreciation and amortization

All fixed assets are recorded at cost. Depreciation and amortization are charged to income on the following bases:

Building	10% diminishing balance
Furniture and equipment	5 to 10 years straightline
Automobiles	30% diminishing balance

Leasehold rights and improvements are amortized on the straightline basis over the initial term of the leases, plus one renewal period.

#### Deferred lease inducements

Deferred lease inducements are amortized on the straightline basis over the initial term of the leases, plus one renewal period.

#### Stock-based compensation plan

The Company has a stock-based compensation plan which is described in note 8. No compensation expense is recognized for this plan when stock or stock options are issued to employees. Any consideration paid by employees on exercise of stock options or purchase of stock is credited to share capital.

# **CONSOLIDATED STATEMENTS OF CASH FLOWS** YEAR ENDED JANUARY 26, 2002 [WITH COMPARATIVE FIGURES FOR THE YEAR ENDED JANUARY 27, 2001] [IN THOUSANDS OF DOLLARS]

	2002	2001
<b>OPERATING ACTIVITIES</b>		
Net earnings (loss)	1,852	(2,607)
Adjustments to determine net cash from operating activities		
Depreciation and amortization	6,515	6,426
Write-off of fixed assets	251	261
Amortization of deferred lease inducements	(377)	(355)
Future income taxes	303	669
Net change in non-cash working capital items related to operations (note 13)	6,511	(1,583)
Cash flows from operating activities	15,055	9,811
<b>FINANCING ACTIVITIES</b>		
Proceeds of capital leases	646	3,778
Repayment of capital lease obligations	(2,011)	(2,622)
Proceeds of long-term debt	1,000	2,248
Repayment of long-term debt	(1,153)	(1,254)
Deferred lease inducements	204	373
Issue of capital stock	17	1
Dividends paid	(1,975)	(1,974)
Cash flows from financing activities	(3,272)	550
<b>INVESTING ACTIVITIES</b>		
Additions to fixed assets	(5,025)	(10,379)
Cash flows from investing activities	(5,025)	(10,379)
Increase (decrease) in cash and cash equivalents	6,758	(7,018)
Cash and cash equivalents, beginning of year	3,072	10,090
Cash and cash equivalents, end of year	9,830	3,072
<b>Supplementary information:</b>		
Interest paid during the year	700	787
Income taxes received during the year, net	(2,347)	(606)

See accompanying notes.

# CONSOLIDATED STATEMENTS OF RETAINED EARNINGS

YEAR ENDED JANUARY 26, 2002 [WITH COMPARATIVE FIGURES FOR THE YEAR ENDED JANUARY 27, 2001]  
[IN THOUSANDS OF DOLLARS]

	2002	2001
Balance, beginning of year	32,372	36,953
Net earnings (loss)	1,852	(2,607)
Dividends	1,975	1,974
Balance, end of year	32,249	32,372

See accompanying notes.

# CONSOLIDATED STATEMENTS OF EARNINGS

YEAR ENDED JANUARY 26, 2002 [WITH COMPARATIVE FIGURES FOR THE YEAR ENDED JANUARY 27, 2001]  
[IN THOUSANDS OF DOLLARS, EXCEPT SHARE DATA]

	2002	2001
Sales	187,540	161,120
Cost of sales and expenses	125,526	112,035
Cost of sales, buying and occupancy	50,538	45,957
Selling, general and administrative	700	787
Interest	6,515	6,426
Depreciation and amortization	251	261
Write-off of fixed assets	183,530	165,466
Earnings (loss) before income taxes	4,010	(4,346)
Provision for income taxes (recovered) (note 9)	2,158	(1,739)
Net earnings (loss)	1,852	(2,607)
Net earnings (loss) per share (note 10)	0.38	(0.53)
Basic	0.37	(0.53)
Diluted		
Weighted average number of shares outstanding	4,936,065	4,935,248

See accompanying notes

## CONSOLIDATED BALANCE SHEETS

AS AT JANUARY 26, 2002 [WITH COMPARATIVE FIGURES AS AT JANUARY 27, 2001]


[IN THOUSANDS OF DOLLARS]

2002

ASSETS	
Current	
Cash and cash equivalents	3,072
Accounts receivable and prepaid expenses	1,585
Income taxes refundable	2,427
Inventories (note 3)	22,123
Loans to director (note 4)	120
Total current assets	32,888
Loans to director (note 4)	29,301
Fixed assets (note 5)	38,202
	686
	69,915

## LIABILITIES AND SHAREHOLDERS' EQUITY

Current	
Accounts payable and accrued liabilities (note 11)	13,322
Dividend payable	494
Income taxes payable	1,925
Current portion of capital lease obligations (note 6)	1,537
Current portion of long-term debt (note 7)	989
Total current liabilities	18,267
Capital lease obligations (note 6)	988
Long-term debt (note 7)	970
Future income taxes (note 9)	1,772
Deferred lease inducements	2,224
Total liabilities	24,221
Shareholders' equity	
Capital stock (note 8)	13,445
Retained earnings	32,249
Total shareholders' equity	45,694
	69,915
	68,189

See accompanying notes  
On behalf of the Board:Herschel H. Segal  
DirectorJane Silverstone, B.A., LL.B.  
Director

# CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

## MANAGEMENT'S RESPONSIBILITY FOR FINANCIAL INFORMATION

The accompanying consolidated financial statements of Le Châteauc Inc. and all the information in this annual report are the responsibility of management.

The financial statements have been prepared by management in accordance with Canadian generally accepted accounting principles. When alternative accounting methods exist, management has chosen those it deems most appropriate in the circumstances. Financial statements are not precise since they include certain amounts based on estimates and judgement. Management has determined such amounts on a reasonable basis in order to ensure that the financial statements are presented fairly, in all material respects. Management has prepared the financial information presented elsewhere in the Annual Report and has ensured that it is consistent with that in the financial statements.

The Company maintains systems of internal accounting and administrative controls of high quality, consistent with reasonable cost. Such systems are designed to provide reasonable assurance that the financial information is reliable and accurate and the Company's assets are appropriately accounted for and adequately safeguarded. The Board of Directors is responsible for ensuring that management fulfills its responsibilities for financial reporting and is ultimately responsible for reviewing and approving the financial statements.

## AUDITORS' REPORT

TO THE SHAREHOLDERS OF LE CHÂTEAU INC.

We have audited the consolidated balance sheets of Le Châteauc Inc., as at January 26, 2002 and January 27, 2001 and the consolidated statements of earnings, retained earnings and cash flows for the years then ended. These financial statements are the responsibility of the Company's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audits.

We conducted our audits in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by

The Board carries out this responsibility principally through the Audit Committee which consists of three outside directors appointed by the Board. The Committee meets annually with management as well as with the independent external auditors to discuss internal controls over the financial reporting process, auditing matters and financial reporting issues. The Committee reviews the consolidated financial statements and the external auditors' report thereon and reports its findings to the Board for consideration when the Board approves the financial statements for issuance to the Company's shareholders. The Committee also considers, for review by the Board and approval by the shareholders, the engagement or re-appointment of the external auditors. The external auditors have full and free access to the Audit Committee.

On behalf of the shareholders, the financial statements have been audited by Ernst & Young LLP, the external auditors, in accordance with Canadian generally accepted auditing standards.

  
Herschel H. Segal  
Chairman of the Board and  
Chief Executive Officer

  
Emilia Di Roddo, CA  
President and Secretary

Montreal, Canada  
March 26, 2002

Ernst & Young LLP  
Chartered Accountants

Ernst & Young LLP

Management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In our opinion, these consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Company as at January 26, 2002 and January 27, 2001 and the results of its operations and its cash flows for the years then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

## OUTLOOK

Le Chateau expects the positive trend achieved during fiscal 2001 to continue into 2002 and deliver higher sales and earnings. The first four months of fiscal 2002 indicate an increase in comparable store sales of over 17%. The Company will continue to remain focused on the customer and on improving all aspects of its business through ongoing brand-building efforts, better inventory management, tighter cost control and continued investments in research, design and development, renovations and new technologies.

## QUARTERLY RESULTS [IN THOUSANDS OF DOLLARS EXCEPT PER SHARE AMOUNTS]

	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000
Sales	38,441	33,669	42,675	36,356	51,360	44,086	55,064	47,009	187,540	161,120
Earnings (loss)										
before income taxes	(940)	(2,476)	178	(2,281)	2,833	71	1,939	340	4,010	(4,346)
Net earnings (loss)	(555)	(1,449)	105	(1,333)	1,371	41	931	134	1,852	(2,607)
Net earnings (loss) per share	(0.11)	(0.29)	0.02	(0.27)	0.28	0.01	0.19	0.02	0.38	(0.53)

The Company's business follows a seasonal pattern, with retail sales traditionally being higher in the third and fourth quarter due to the back-to-school period and the Christmas season, respectively.

## FORWARD-LOOKING STATEMENTS

A number of matters discussed in this "Management's Discussion and Analysis" and elsewhere in the Annual Report that are not historical or current facts deal with potential future circumstances and developments. The discussion of such matters is qualified by the inherent risks and uncertainties surrounding future expectations generally, and also may materially differ from the Company's actual future experience involving any one or more of such matters.

The Company's net cash position increased from \$3.1 million or \$0.62 per share in 2000 to \$9.8 million or \$1.99 per share in 2001

- Dividend payments of \$2.0 million
- Capital lease and long-term debt repayments of \$3.2 million

## FINANCIAL POSITION

Working capital stood at \$14.6 million at the end of the fiscal year, compared to \$13.8 million at the end of 2000. Inventories decreased to \$21.4 million from \$22.1 million a year earlier, due primarily to lower inventory levels of raw materials at year-end.

Shareholders' equity decreased slightly to \$45.7 million at year-end, after the payment of \$2.0 million in dividends. Book value per share decreased to \$9.25 at year-end, compared to \$9.28, as at January 27, 2001, and included \$1.99 in cash and cash equivalents.

Long-term debt and capital lease obligations, including the current portions, decreased to \$4.5 million from \$6.0 million in 2000. The long-term debt to equity ratio remained conservative at 0.10:1, compared to 0.13:1 the previous year.

For fiscal 2002, projected capital expenditures approximates \$6.5 million, of which \$5.5 million will be used for the renovation of 12 to 16 existing stores, with the balance of \$1 million for investments in information technology and manufacturing equipment. In an effort to offer our brand to all parts of Canada, we are continually searching for new opportunities in key markets. Management expects to be able to continue financing the Company's activities and most of its capital expenditures through cash flow from operations. If necessary, it can also draw upon its financial resources, which include cash and cash equivalents of \$9.8 million at year-end, as well as a revolving line of credit of \$11.0 million with its bank. Part of the projected capital expenditures could also be financed through long-term debt.

## RISKS AND UNCERTAINTIES

### Competitive and Economic Environment

Fashion is a highly competitive global business that is subject to rapidly changing consumer demands. In addition, there are several external factors which affect the economic climate and consumer confidence over which the Company has no influence. This environment intensifies the importance of in-store differentiation, quality of service and continually exceeding customer expectations, thereby delivering a total customer experience. With this view, Le Chateau believes that its distinctive edge on fashion, its innovative store design and merchandising, its strong financial position and its winning team of vibrant employees dedicated to providing the best whole store experience will facilitate continued success.

### Leases

All of the Company's stores are held under long-term leases, most of which include favorable lease terms. Any increase in retail rental rates would adversely impact the Company.

### Foreign Exchange

The Company's foreign exchange risk is limited to currency fluctuations between the Canadian and U.S. dollar. From time to time, the Company uses forward contracts to fix the exchange rate on a portion of its expected requirements for U.S. dollars.

Interest expense decreased to \$700,000 in 2001 from \$787,000 in 2000, due to the repayment of \$3.2 million of long-term debt during the year and to lower interest rates in 2001.

Depreciation and amortization remained stable at \$6.5 million compared to \$6.4 million in 2000.

The \$2.2 million provision for income taxes in 2001 represents an effective income tax rate of 53.8%, due to the non-deductible net loss of \$1.8 million in the United States.

## EARNINGS

Earnings before interest, income taxes, depreciation and amortization (EBITDA) grew to \$11.2 million or \$2.27 per share in 2001, from \$2.9 million or \$0.58 per share in 2000. Net earnings totaled \$1.9 million or \$0.38 per share compared to a net loss of \$2.6 million or \$(0.53) per share in 2000.

Net earnings attributable to Canadian operations amounted to \$3,647,000 or \$0.74 per share, while the U.S. recorded a net loss of \$1,795,000 or \$(0.36) per share, compared to a net loss of \$502,000 or \$(0.10) per share the preceding year.

## DIVIDENDS

In 2001, Le Chateau continued – for the eighth consecutive year – its policy of paying quarterly dividends on the Class A Subordinate Voting and Class B Voting Shares. Total dividends per Class A and Class B share amounted to \$0.10 per quarter or \$0.40 in 2001. Dividend yield – based on the May 24, 2002 closing price of \$7.00 per share – was 5.7%.

## LIQUIDITY AND CAPITAL RESOURCES

The Company has a high level of liquidity, more than sufficient to cover its operating requirements, as well as a strong financial position. Cash flow from operations increased to \$8.5 million or \$1.73 per share in 2001, compared to \$4.4 million or \$0.89 per share the previous year, mainly as a result of higher net earnings.

Cash provided by operating activities (including net changes in non-cash working capital balances) increased to \$15.1 million from \$2.8 million in 2000. Cash provided by operating and financing activities was used in the following financing and investing activities:

### • Capital expenditures of \$5.0 million, consisting of:

CAPITAL EXPENDITURES (IN THOUSANDS OF DOLLARS)		2001	2000	1999
		\$	\$	\$
		5,025	10,379	10,628

New Stores (2 stores; 2000 – 8 stores; 1999 – 13 stores)	341	4,526	2,653
Renovated Stores (11 stores; 2000 – 13 stores; 1999 – 14 stores)	3,341	3,948	5,644
Information Technology	721	1,025	2,144
Other	622	880	187

Of the \$5.0 million in total capital expenditures, \$4.9 million was attributed to Canadian operations, and \$0.1 million to the U.S.

The Company's main revenue driver, the ladies' clothing division, achieved a sales increase of 19.3% after suffering a 4.9% sales decline in 2000. The JUNIOR GIRL clothing division, which recorded the highest sales increase in 2001 at 25.4%, accounted for 9.8% of total retail sales compared to 9.1% the previous year. Revenues in the accessories, footwear and Men's clothing divisions also improved in 2001 with retail sales increasing 17.4%, 4.4% and 0.4%, respectively.

#### TOTAL SALES BY REGION [IN THOUSANDS OF DOLLARS]

	2001	2000	1999	2001-2000	2000-1999	% CHANGE
Ontario	64,793	56,787	61,490	14.1 %	(7.6) %	(7.6) %
Quebec	46,939	39,762	43,495	18.0 %	(8.6) %	(8.6) %
Prairies	31,598	25,360	24,795	24.6 %	2.3 %	2.3 %
British Columbia	23,869	21,526	22,479	10.9 %	(4.2) %	(4.2) %
Atlantic	8,350	6,792	6,956	22.9 %	(2.4) %	(2.4) %
United States	11,236	10,302	8,295	9.1 %	24.2 %	24.2 %
Franchise Wholesale	755	591	1,156	27.7 %	(48.9) %	(48.9) %
	187,540	161,120	168,666	16.4 %	(4.5) %	(4.5) %

In Canada, all regions improved in terms of sales performance. The strongest growth in total sales came from the Prairies and the Atlantic provinces with sales increases of 24.6% and 22.9% respectively. Same store sales increased 16.9% and 17.4%, respectively in these regions.

The highest increase in comparable store sales was in Quebec, where an increase of 19.2% was achieved after several years of stagnant or decreasing sales. British Columbia and Ontario also had a strong showing, with increases in same store sales of 14.1% and 13.5%, respectively.

The Company's U.S. stores, all located in the New York City area, were materially impacted by the events of September 11. While Canadian comparable store sales increased 15.6%, U.S. comparable store sales decreased 6.9% for the year (a decrease of 15.7% was recorded during the last half of the year in the U.S.).

During the year, le Chateau opened two new stores in Canada and renovated eleven stores. In addition, the Company closed three stores, one of which was in the United States. As at January 26, 2002, the Company operated 160 stores (including 7 fashion outlet stores) compared to 161 at the end of the previous year. Total floor space at the end of the year was 593,000 square feet compared to 599,000 square feet at the end of the preceding year.

#### EXPENSES

Cost of sales, buying and occupancy, as a percentage of sales, decreased to 66.9% from 69.5% in 2000. This decrease is due to the continued improvement of inventory management, resulting in fewer markdowns and an increase in merchandise margins.

Selling, general and administrative expenses were \$50.5 million in 2001, compared to \$46.0 million in 2000. As a percentage of sales, selling, general and administrative expenses decreased to 26.9% in 2001 from 28.5% in 2000.

# MANAGEMENT'S DISCUSSION AND ANALYSIS

OPERATING RESULTS [IN THOUSANDS OF DOLLARS EXCEPT PER SHARE AMOUNTS]

2001	2000	1999
\$	\$	\$

Sales	187,540	161,120	168,666
Earnings (loss) before income taxes	4,010	(4,346)	9,019
Provision for income taxes (recovered)	2,158	(1,739)	3,750
Net earnings (loss)	1,852	(2,607)	5,269

Net earnings (loss) per share			
Basic	0.38	(0.53)	1.07
Diluted	0.37	(0.53)	1.02

Cash flow from operations	8,544	4,394	12,048
Comparable store sales increase (decrease) %	14.2 %	(9.2) %	1.0 %
Square footage of gross store space at year-end	592,898	598,983	585,860
Sales per average square foot, excluding fashion outlet stores (in dollars)	338	292	322

SALES  
Sales grew 16.4% to reach \$187.5 million in fiscal 2001, compared to \$161.1 million the previous year. This was due, in large part, to a 14.2% increase in comparable store sales. Sales per average square foot of retail space - excluding fashion outlets - rose to \$338 from \$292 in 2000, an increase of 15.8%.

TOTAL SALES BY DIVISION [IN THOUSANDS OF DOLLARS]	2001	2000	1999	% CHANGE	2001-2000	2000-1999
---	------	------	------	----------	-----------	-----------

Ladies' Clothing	121,149	101,522	106,708	19.3 %	(4.9)%
Men's Clothing	18,033	17,958	19,071	0.4 %	(5.8)%
JUNIOR GIRL Clothing	18,303	14,598	11,824	25.4 %	23.5 %
Footwear	14,078	13,489	14,638	4.4 %	(7.8)%
Accessories	15,222	12,962	15,269	17.4 %	(15.1)%
Franchise Wholesale	755	591	1,156	27.7 %	(48.9)%
	187,540	161,120	168,666	16.4 %	(4.5)%



# MESSAGE TO SHAREHOLDERS

We are pleased to report that we have returned to profitability in 2001, and more importantly, in the process we have built a stronger company. Sales increased 16% to \$188 million and comparable store sales increased 14%. This upward trend continues in the first 4 months of the current year with comparable store sales showing an overall increase to date of over 17%.

Net profit after tax was \$1.9 million or \$0.38 per share compared to a net loss of \$2.6 million or \$(0.53) per share last year. Productivity of sales per square foot in existing retail space has increased significantly. Our stores achieved sales of \$338 per square foot in 2001, compared to \$292 the previous year, an increase of 16%. This productivity improvement continues into 2002 and we are confident that it can be maintained.

Dividends paid in 2001 totaled \$0.40 per share. Le Chateau has paid dividends for 34 consecutive quarters and we intend to continue with this policy.

In 2001, we remained focused on improving the fundamentals of the company. We directed our efforts towards elevating the quality of our brand image and will continue to do so. We are committed to helping our team attain new levels of excellence while building a stronger infrastructure; one that is simple, flexible and designed for speed, change and innovation.

In 2002, we will strive to ensure that our stores reach international standards in design, layout and merchandising while capitalizing on our prime retail locations. By offering our customers the most innovative blend of fashion and value, we are poised to continue improving our profitability at a steady and strategic pace.

We would like to thank our shareholders for their support and reaffirm our commitment to maximizing their returns. We would also like to express gratitude to our devoted team of highly talented individuals; their dedication and passion help to make shopping at Le Chateau a unique, dynamic experience.



Herschel H. Segal  
Chairman of the Board and  
Chief Executive Officer



Jane Silverstone, B.A., LL.M.  
Vice-Chairman  
of the Board







# FINANCIAL HIGHLIGHTS

(IN THOUSANDS OF DOLLARS EXCEPT PER SHARE DATA)

FISCAL YEARS ENDED JAN. 26, 2002 JAN. 27, 2001 JAN. 29, 2000 JAN. 30, 1999 JAN. 31, 1998

RESULTS	187,540	161,120	168,666	160,921	150,241
Sales	4,010	(4,346)	9,019	10,035	9,206
Earnings (loss) before income taxes	1,852	(2,607)	5,269	5,870	5,368
• Per share	0.38	(0.53)	1.07	1.20	1.15
Dividends per share	0.40	0.40	0.40	0.40	0.30
Average number of shares outstanding (000)	4,936	4,935	4,925	4,871	4,669

## FINANCIAL POSITION

Working capital	14,621	13,804	19,585	21,780	22,451
Shareholders' equity	45,694	45,800	50,380	46,827	42,542
Total assets	69,915	68,189	68,624	66,872	65,007

## FINANCIAL RATIOS

Current ratio	1.80:1	1.89:1	2.41:1	2.55:1	2.51:1
Quick ratio	0.63:1	0.46:1	0.94:1	1.34:1	1.57:1
Long-term debt to equity <sup>(1)</sup>	0.10:1	0.13:1	0.08:1	0.13:1	0.17:1

## OTHER STATISTICS (units as specified)

Cash flow from operations	8,544	4,394	12,048	11,059	10,106
Capital expenditures	5,025	10,379	10,628	8,822	9,622
Number of stores at year-end <sup>(2)</sup>	160	161	159	146	143
Square footage <sup>(2)</sup>	592,898	598,983	585,860	542,642	523,750
Sales per square foot <sup>(3)</sup>	338	292	322	323	310

## SHAREHOLDERS' INFORMATION

Ticker symbol: CTU.A

Listing: TSE

Number of participating shares outstanding (as of May 24, 2002):

1,961,091 Class A Subordinate Voting Shares

3,020,000 Class B Voting Shares

Float: 1,663,161 Class A Shares held by the public

<sup>(1)</sup> Including capital leases and current portion of debt.

<sup>(2)</sup> Excluding deferred lease inducements.

<sup>(3)</sup> Excluding franchised outlet stores.

<sup>(4)</sup> Excluding Le Chateau outlet stores and franchised outlet stores.

<sup>(5)</sup> For the year ended January 26, 2002.

<sup>(6)</sup> As of January 26, 2002.

As of May 24, 2002:	
High/low of Class A Shares (12 months ended May 24, 2002):	\$ 3.80 / \$ 7.50
Recent price:	\$ 7.00
Dividend yield:	5.7 %
Price/earnings ratio:	18.42 X
Price/book value ratio:	0.76 X
Earnings per share: <sup>(4)</sup>	\$ 0.38
Book value per share: <sup>(5)</sup>	\$ 9.25

# CORPORATE PROFILE

Le Château is a leading Canadian specialty retailer offering fashion-forward apparel, accessories and footwear at value prices to style-conscious women and men aged 15 to 35. Our JUNIOR GIRL division attracts the rapidly increasing market of "tweens" aged 8 to 14. Our brand's success is built on quick identification of and response to fashion trends through our design, product development and vertically integrated operations.

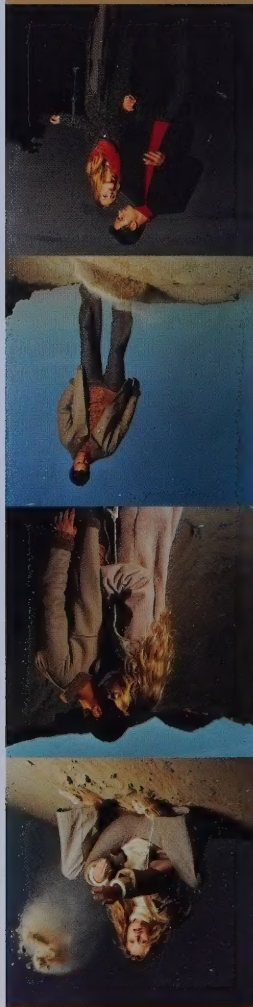
## LE CHÂTEAU STORES AND SQUARE FOOTAGE (EXCLUDING FRANCHISED OUTLET STORES)

JANUARY 26, 2002

JANUARY 27, 2001

	STORES	SQUARE FOOTAGE	STORES	SQUARE FOOTAGE
Ontario	54	204,283	52	196,858
Quebec	43	169,699	43	173,112
British Columbia	20	62,230	22	66,600
Alberta	18	65,297	18	64,730
Manitoba	6	27,951	6	27,951
Nova Scotia	6	12,669	6	12,669
New Brunswick	4	12,454	4	12,454
Saskatchewan	4	13,209	4	13,209
Newfoundland	1	2,500	1	2,500
Total Canada	156	570,292	156	570,083
Total United States	4	22,606	5	28,900
Total Le Château Stores	160	592,898	161	598,983

Le Château brand name clothing is sold exclusively through our 160 retail locations – which average 3,500 square feet in size. All stores are in Canada, except for four locations in the New York City area. Le Château, committed to research, design and product development, manufactures approximately 50% of the Company's goods in its own Canadian production facilities.



# le chateau

annual report  
2001

Winspear Business Reference Library  
University of Alberta  
1-18 Business Building  
Edmonton, Alberta T6G 2R6